La recherche, wagon de queue de la Présidence européenne de Sarkozy

par Henri-Edouard Audier, membre du Bureau national du SNCS-FSU

Il aura fallu attendre le 9 décembre, avec la petite messe des "Premières assises européennes de l'innovation", pour que Sarkozy s'intéresse à la recherche en Europe, pardon à l'innovation, soit quelques jours avant la fin de la présidence française. Il ne faut du reste pas manquer de culot pour vouloir faire la leçon à l'Europe entière quand la France est l'un des trois pays dont l'effort de recherche par rapport au PIB a baissé sur quinze ans.

Mais peu importe, car ce discours a été avant tout à usage franco-français, comme un justificatif pour achever la démolition de notre système de recherche. Preuve en est que Sarkozy est arrivé à parler une heure de "son" Europe de la recherche et dix secondes seulement du *Conseil européen de la recherche* (ERC) qui, lui, existe bel et bien aujourd'hui. Il distribue pourtant des contrats sur la base d'une compétition, "sans distinction entre recherche fondamentale et recherche appliquée", à partir d'une "évaluation internationale" et sur des critères "d'excellence", toutes choses dont se gargarise Sarkozy tout au long de son discours. Mais à ce jeu, et bien, c'est le CNRS qui est arrivé le premier en Europe pour le nombre de lauréats de l'ERC. Le CNRS que Sarkozy a décidé de tuer.

Un pet de lapin pour l'Europe de la recherche

Un faux diagnostic

Après un éloge convenu de la recherche, après avoir rappelé que "l'Europe est le principal pourvoyeur de matière grise de la planète", Sarkozy en vient à ce qu'il considère être le "maillon le plus faible du système français et européen, le lien entre la recherche et l'innovation, et notre capacité à développer l'innovation elle-même. (…) Dès que l'on regarde les indicateurs (…) on ne peut pas nier l'évidence : l'Europe n'arrive pas à convertir la qualité de sa recherche en croissance".

En fait, Sarkozy ignore trois facteurs majeurs pour l'innovation en Europe. Le premier est le sous-investissement de chaque pays dans la recherche, à l'exception de 4 d'entre eux. En moyenne, l'effort de recherche / PIB de l'Europe se situe autour de 1,8 %, loin des 2,6 % des Etats-Unis ou des 3,3 % du Japon. Le deuxième est la faible part du PIB consacrée à la recherche par les firmes privées de la majorité des pays européens (1). Enfin, les banques américaines et japonaises ont investi dans la recherche et l'innovation. Ce ne fut souvent pas le cas en Europe, *a fortiori* en France.

Une perspective erronée

Il est de plus absurde de vouloir discuter de recherche appliquée ou même d'innovation, sans définir quelques bases européennes communes en matière de politique industrielle. Or, partant du principe "qu'il faut en finir avec cette distinction entre recherche fondamentale et recherche appliquée", et niant leurs contraintes fondamentalement différentes vis-à-vis de l'échelle du temps et de l'évaluation, Sarkozy dessine, sous couvert de l'éternel poncif de "l'excellence", une perspective technocratique pour l'Europe de la recherche. En effet, l'immense majorité des scientifiques sera exclue des choix pour la recherche fondamentale, tout comme les citoyens le seront pour le choix des thématiques appliquées, du fait de la marginalisation du rôle du Parlement européen.

La petite musique sur la concurrence et l'excellence

Euréka. La mesure-phare, c'est de relancer Eurêka, créé par François Mitterrand il y a 25 ans. "Je pense à Eurêka qui permet de favoriser un soutien plus ciblé sur les PME innovantes (…). Mais nous l'avons laissé dépérir. Aujourd'hui pour les projets innovants, il ne dispose plus que d'environ 300 millions d'euros. C'était 1300 millions en 1985 en euros constants. Pourquoi laissons-nous de bons outils aujourd'hui inutilisés ?". Au fait à qui la faute (2) ?

Davantage de financements contractuels. Un accroissement de la part de financement contractuel est proposé (3), sans qu'on sache comment cela se situe par rapport à Euréka ou aux actuelles procédures de l'ERC. Si cela se superpose avec l'ANR, ou pas. Sans qu'on connaisse les objectifs ou les procédures, et si cela s'adresse aux établissements, aux laboratoires, ou aux individus ; le tout à nouveau au nom de "l'excellence" et du dogme, par essence bienfaiteur, de la "concurrence". A l'évidence Sarkozy n'a pas compris que la construction de l'Europe n'a de chance d'être acceptée par ses citoyens qu'en partant de l'aspiration au contrôle démocratique de ce qui s'y fait, en développant beaucoup plus les valeurs de coopération et de solidarité, et non d'abord la concurrence.

Une Académie européenne. Non précisée dans son mode de désignation, mais en toute modestie, "cette Académie aurait une triple mission d'évaluation, pour les programmes européens, pour les institutions scientifiques en Europe et pour les universités en Europe et dans le monde. Elle donnerait un signal d'excellence reconnu au rang mondial". Que soit mise en place progressivement une forme d'évaluation européenne des établissements, pourquoi pas ? Mais le modèle implicitement proposé ici est celui d'une super-AERES technocratique.

Un "Pacte pour l'innovation" réduit à six pays ? "Ce pacte serait l'engagement de travailler ensemble, de coordonner nos programmes de recherche sur la base du volontariat, de mettre en place un espace européen de l'innovation avec l'instauration rapide d'un brevet européen unique, de mesures fiscales pour favoriser la création d'entreprises innovantes". Cela ne mange pas de pain. Mais pourquoi limiter ce pacte "aux pays qui consacrent déjà plus de 2% du PIB à la recherche" ? Pourquoi en exclure les trois-quarts des pays ? Cela rend plus que suspecte la proposition "d'augmenter massivement l'activité de financement de l'innovation de la Banque européenne d'investissement".

Un discours de propagande à usage interne

La dernière étape de la démolition de la recherche publique
Si l'aspect européen du discours est confus, l'aspect français est clarissime (4). Sarkozy dit vouloir "appliquer l'intégralité" du rapport de l'AERES sur l'INSERM, "aucun des organismes de recherche française échappera". Nommé par le pouvoir, le comité dit d'évaluation de l'AERES, a conclu comme le souhaitait Sarkozy, après un repas à l'Elysée : enlever tout rôle d'opérateur aux organismes.

Une propagande mesquine, mais usuelle.
"L'auto-évaluation du CNRS" : mensonge ou ignorance ? Pour salir la recherche française, Sarkozy précise (5) : "Le CNRS avait un privilège rare au niveau mondial, celui de l'auto-évaluation. Je souhaite que le CNRS (…) soit lui aussi soumis à une évaluation externe rigoureuse ". L'auto-évaluation du CNRS est une pure invention et celui-ci est demandeur d'une évaluation externe, mais une évaluation scientifique rigoureuse exige des garanties d'objectivité que ne fournissait pas le comité de l'AERES, sous influence politique, qui vient "d'évaluer" l'INSERM. Donc, celui qui a écrit cette phrase, le Président ou un zélateur, est soit un menteur, soit un ignorant. C'est aussi un manipulateur qui feint de confondre l'évaluation de l'organisme avec la façon dont le CNRS évalue les laboratoires *via* le Comité national de la recherche scientifique qui, du reste ne dépend pas du CNRS. Mais il faut le fustiger pour justifier sa disparition au profit de l'AERES.

La prétendue avalanche de milliards les universités. "Cinq milliards d'euros pour créer dix grands campus universitaires.(…) Quinze autres milliards d'euros en 5 ans seront investis dans l'ensemble de nos universités". On sait qu'il n'en est rien, et de loin. Evidemment, aucune allusion n'a été faite aux près de 400 millions "annulés", quatre jours avant le discours, dans le budget 2008 de la recherche.

La démagogie habituelle sur les jeunes. Sarkozy est revenu sur son thème habituel (6) : "Une fois bien formés, [nos jeunes] s'en vont pour le bénéfice d'autres économies". Sans commentaire, l'assassin revient toujours sur le lieu du crime. Larmes de crocodile, car avec la diminution de la TVA sur la restauration qu'il continue à défendre, on pourrait financer 50 000 emplois. Or, il supprime des postes.

Une apologie solitaire et sans démonstration du crédit d'impôt
La partie la plus intéressante est sans contexte la longue tirade sur le crédit d'impôt (7). D'abord, Sarkozy reconnaît que le crédit d'impôt ne sert plus à dynamiser l'investissement privé dans sa recherche, mais seulement à éviter les délocalisations des centres de recherche. Surtout on voit que Sarkozy engueule copieusement les ministres, l'administration et la commission des finances de l'Assemblée qui, tout comme nous, ne sont nullement convaincus de l'efficacité de cette procédure. Sarkozy a beau répéter "ça marche", il est bien en peine d'en faire la démonstration. En effet, après l'abandon de tout rôle incitatif, le crédit d'impôt, déjà dépourvu d'obligation de résultats, n'apparaît plus que comme une coûteuse mesure d'assistanat.

A part cela, peu de choses pour l'innovation en France. Rien sur les "Pôles de compétitivité" dont il a même supprimé le tiers de la dotation d'Etat pour 2008. Certes il a en vue un programme national sur les nanotechnologies, un sur le "véhicule décarboné", une approche très contestée de l'aménagement du plateau de Saclay. Les biotechnologies, l'aéronautique, l'énergie ? Rien. C'est bien minable pour un pays qui fut une grande puissance industrielle et qui avait, jadis, une recherche forte.

(1) 1,1 % du PIB pour les firmes privées en France, contre 1,7 % aux Etats-Unis et 2,5 % au Japon.

(2) L'utilisation du "nous" laisse entendre que le ministre du Budget de 1993 au ministre d'Etat de 2006 ou président de l'UMP, Sarkozy n'y est pour rien. Par contre quand il y a "je" dans le discours : c'est la volonté, l'imagination et le dynamisme. De plus, il est piquant de lire que Sarkozy "en a assez que dans notre pays on sacrifie l'investissement au fonctionnement", en prenant pour exemple l'échec du plan de relance de Mitterrand, mais reprenne Euréka comme mesure-phare, alors que c'était précisément un élément du plan Mitterrand.

(3) "L'Europe doit également financer directement les meilleures équipes, sans autre condition que l'excellence. C'est le grand avantage du financement européen : il met toutes les équipes scientifiques et technologiques d'Europe en concurrence, et il concentre une masse critique de fonds sur les meilleures (…). Dans l'esprit [???] de l'Institut Européen de Technologie, proposé par le président BARROSO et activement soutenu par la France, nous proposons de créer un grand concours européen pour qu'émergent enfin les universités de sciences et de technologie qui manquent tant à l'Europe. Comment peut-on déterminer l'excellence, s'il n'y a pas de concurrence ?"

(4) "Un excellent rapport d'évaluation de l'INSERM, le grand organisme français de la santé et de la recherche médiale m'a par exemple été récemment remis. J'en appliquerai l'intégralité, Valérie, des recommandations, notamment celle de séparer, comme dans tous les grands pays scientifiques, les fonctions d'opérateurs de la recherche et celle d'agences de moyens pour la recherche. Et aucun des organismes de recherche française n'échappera à ces réformes".

(5) "Le CNRS avait un privilège rare au niveau mondial, celui de l'auto-évaluation. (…) On constate que cette auto-évaluation aboutit rarement à dynamiser les structures et à réorienter les efforts vers les meilleures équipes. C'est un système, je le dis très tranquillement, qui ne peut pas durer. Je souhaite que le CNRS ne s'évalue plus lui-même mais soit lui aussi soumis à une évaluation externe rigoureuse le plus rapidement possible afin que l'intégralité du chantier de la réforme de l'enseignement supérieur et de la recherche soit ouverte"..

(6) "Nous formons bien les jeunes générations, les jeunes chercheurs, mais nous ne savons pas bien utiliser ce formidable potentiel humain. Et nos jeunes générations bien formées dans un enseignement supérieur largement gratuit, donc financé par l'impôt des Européens, partent souvent apporter leur talent à des économies concurrentes des nôtres, ailleurs qu'en Europe. Beau résultat ! On forme les meilleurs avec l'impôt des contribuables européens. Une fois bien formés, ils s'en vont pour le bénéfice d'autres économies".

(7) "Il faut quand même le savoir, la France dispose maintenant du dispositif fiscal le plus attractif au monde en termes de recherche avec le crédit impôt recherche à 30%. Je le dis aux ministres de Bercy, quand on vient me dire ça coûte cher, non ça ne coûte pas cher, ça marche. Il faut quand même que certaines administrations se rendent compte je ne peux pas avoir comme seuls choix des dispositifs fiscaux qui ne coûtent rien parce qu'ils ne marchent pas et dont personnes ne se plaint, et des dispositifs fiscaux qui coûtent entre guillemets chers parce qu'ils marchent. Je vais vous faire une confidence, je souhaite que ça marche encore mieux, parce que l'argent dépensé dans la recherche, c'est un argent bien investi et que ce fût une grave erreur pour la France de ne pas assez dépenser dans sa recherche dans les années passées. Donc tant mieux si le crédit impôt recherche ça fonctionne. Je le dis aux commissions des finances, on l'a fait pour ça, ce n'est pas la peine de prendre une mine déconfite, il faut voir les rapports que je reçois, le crédit impôt recherche nous coûte de l'argent. Ah oui et qu'est-ce qu'ils nous auraient coûté comme argent tous les laboratoires de recherche qui seraient délocalisés si on n'avait pas fait le crédit d'impôt recherche à 30% ? Alors ce n'est pas la peine de se plaindre d'un grand succès ! Je souhaite pour la France et pour notre économie qu'on dépense encore beaucoup plus au service du crédit d'impôt recherche".